

UNI - GE SES



1070003163 SESB 23

Hochschule St.Gallen

lateinamerikanisches Institut

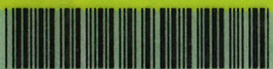
Lateinamerika-Symposium 1968

---

# Recht und Politik in Lateinamerika

---

B. S. E. S.



\*SESB 23\*

RECHT UND POLITIK IN LATEINAMERIKA

---

Vorwort

Prof. Dr. J. A. Doerig, Hochschule St. Gallen /  
ETH Zürich,  
Direktor des Lateinamerikanischen Instituts

Lateinamerikanisches Gesellschaftsrecht

Prof. Dr. R. Moser, Hochschule St. Gallen  
Faculdade de Ciências Jurídicas do Rio de Janeiro  
Direktor des Lateinamerikanischen Instituts

S. 1 - 19

Die ALALC und der mittelamerikanische Markt im  
juristischen Vergleich mit den europäischen Integrationen

Prof. Dr. R. Moser, Hochschule St. Gallen  
Faculdade de Ciências Jurídicas do Rio de Janeiro  
Direktor des Lateinamerikanischen Instituts

S. 20 - 32

Régimes et forces politiques en Amérique latine

Prof. Dr. D. Sidjanski, l'Université de Genève et  
l'Institut universitaire d'études européennes

S. 33 - 56

SESB 23

320.98 REC

## REGIMES ET FORCES POLITIQUES EN AMERIQUE LATINE

---

par

D. Sidjanski Prof. à l'Université de Genève et  
à l'Institut universitaire d'études européennes

La première partie sera consacrée aux principales forces politiques en Amérique latine, la deuxième aux régimes politiques. Après avoir examiné les fondements des régimes politiques, nous allons esquisser une typologie des régimes politiques actuels en Amérique latine. Il est évident que, lorsque nous employons des termes qui nous sont familiers, tels que les partis politiques, les régimes politiques, nous devons tenir compte des conditions totalement différentes dans lesquelles ces régimes politiques fonctionnent, où les forces politiques agissent en Amérique latine. C'est dire que sous cette forme globale de présentation, il faut toujours songer à la très grande diversité, qui existe en Amérique latine. D'ailleurs ces diversités nous les connaissons bien en Europe et en Suisse. Cependant, lorsque nous regardons de loin une région comme l'Amérique latine, nous avons souvent l'impression que son apparence d'unité tend à prédominer sur sa diversité réelle.

Par forces politiques, j'entends toutes les forces à la fois économiques, politiques proprement dites, c'est-à-dire les dirigeants politiques, les partis politiques, les gouvernements, mais aussi les forces sociales, culturelle ou religieuses

qui interviennent dans le processus politique; à savoir les forces qui participent d'une certaine façon dans les décisions globales que prennent les appareils politiques (gouvernements, parlements, administrations et diverses commissions) ainsi que celles qui interviennent dans le processus décisionnel ou influencent l'évolution de la communauté politique. Il s'agit donc d'une définition extrêmement large. Si nous nous limitons uniquement aux partis politiques ou aux dirigeants politiques, nous laisserions dans l'ombre une part substantielle de la réalité latino-américaine. D'ailleurs cette définition s'applique aussi bien en Suisse qu'en Europe: on ne peut plus aujourd'hui étudier les régimes politiques: sans se référer aux forces économiques et sociales.

D'autre part, le régime politique désigne les structures qui encadrent en quelque sorte le processus qui permet d'aboutir à des décisions politiques. Ce sont des éléments (structures, forces politiques, régimes politiques) qui entrent dans la prévision économique des gouvernements et dans les calculs économiques des entreprises. Pour prendre des décisions d'investissement relatives aux pays de l'Amérique latine, les responsables doivent tenir compte de la situation politique et en particulier de la stabilité ou plutôt de l'instabilité de certains régimes politiques. Sous ces concepts généraux que nous utilisons en Europe, aux Etats-Unis et partout dans le monde, il y a en fait des réalités et des contenus différents. Plus d'un trait particulier caractérise l'Amérique latine. Ainsi par exemple sa grande dimension et son manque de communications qui imposent un certain isolement non seulement aux nations, mais aussi à certaines régions à l'intérieur du pays.

En outre, c'est un fait bien connu que ces pays ont souvent des relations plus intenses avec l'Europe ou l'Amérique du Nord qu'avec d'autres nations de l'Amérique latine. Personne n'ignore les multiples problèmes que soulève le sous-développement de ce sous-continent ainsi que l'effort d'industrialisation ou de la modernisation, notamment dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage. Ces conditions sont bien différentes de celles qui assurent une certaine stabilité des régimes politiques en Europe. Il en résulte une transformation des structures économiques et sociales dont les effets se repercutent sur l'évolution de la vie politique. Par ailleurs, le poids de l'histoire est toujours présent. La colonisation espagnole et portugaise qui a pris fin au début du XIX<sup>e</sup> siècle, a laissé des traces profondes : le caudillismo - en perte de vitesse - est un exemple bien connu de ces vestiges. Par ailleurs, différentes pratiques gouvernementales transplantées par les Espagnols sont passées dans des moeurs latino-américaines. Souvent ces grandes nations qui recouvrent des étendues immenses ne disposent que d'un réseau gouvernemental de commandement, d'information ou de contrôle très restreint. D'où le problème encore actuel de l'intégration de régions et de populations qui sont demeurées en dehors des activités économiques et politiques d'un pays. C'est dire le risque que l'on encourt lorsque l'on assimile cette participation tronquée à celle qui existe dans les pays industrialisés en Europe et aux Etats-Unis.

## I. Forces politiques

Quelles sont les principales forces politiques en Amérique latine?

### A. Forces traditionnelles

1. Caudillismo. Le caudillismo bien que tendant à disparaître se retrouve encore sous la forme de chef militaire ou de leader politique. Parmi les exemples de dictature traditionnelle, on peut mentionner celle de Somoza, de Stroesser etc. qui cependant constituent de plus en plus des exceptions. Le caudillo politique est devenu leader politique dans certaines régions, notamment dans les régions isolées, où il s'appuie sur sa clientèle politique.

2. Propriétaires terriens. En dehors de cette force traditionnelle, une autre est demeurée tout aussi importante, les propriétaires terriens. Les problèmes de latifundios sont bien connus en Amérique latine; ils ont marqué la vie et la tradition politique de ce continent. Ces propriétaires terriens comme les autres forces sont le résultat en quelque sorte, à la fois de la colonisation et de la culture; ici la culture est prise dans les deux sens du terme, à la fois culture latine qui a marqué tout ce continent, mais aussi la culture du café, du sucre, des produits de l'Amérique latine, l'élevage, qui ont imposé une certaine façon de vie. Les grands propriétaires terriens ont pendant très longtemps formé une sorte d'oligarchie terrienne en Amérique latine et une classe politique dirigeante qui s'est souvent appuyée sur l'armée.

3. Masses paysannes. Les masses paysannes très nombreuses en Amérique latine correspondent à la fois à ces différentes formes de culture et, d'une certaine manière, aux vestiges de l'esclavage qui a été aboli il y a cent ans à peu près. Ces trois forces composent un état latent de tension. Cependant, l'oligarchie terrienne a su s'imposer dans différents pays dans la mesure où elle était adaptée à une certaine forme de vie d'alors. Le problème se posera, lorsque ces formes de vie commenceront à se transformer et que les caudillos et les propriétaires terriens voudront quand même conserver leur pouvoir. C'est à ce moment -là que naîtront des tensions. Ce premier problème est lié à celui de la réforme agraire qui est un des grands problèmes auquel sont confrontés les pays de l'Amérique latine. Le problème de la distribution de la terre, mais aussi le problème de l'exploitation, des moyens de l'exploitation de la terre et par conséquent de l'éducation des masses paysannes.

La tension croîtra sous la poussée de cette masse paysanne qui, avec l'instauration de la démocratie, deviendra une force électorale. Elle formera parfois l'assise de certains partis politiques tels que l'Action démocratique au Vénézuéla, du parti Apriste au Pérou, voire même du Parti révolutionnaire au Mexique. La transformation s'opère sous cette poussée et provoque une résistance opiniâtre des anciens dirigeants politiques. C'est une tension tout à fait classique que l'on observe dans beaucoup de sociétés. Mais cette tension peut parfois donner lieu à des ruptures dues notamment à un certain type de révolution paysanne. Plus d'un observateur qui se veut objectif ainsi que des doctrinaires extrémistes

par exemple Fidel Castro, Che Guevara ou Régis Debray pensent que ces masses forment un noyau de forces révolutionnaires et que ce sont moins les ouvriers que les masses paysannes qui feront la révolution en Amérique latine. Cette analyse a été reprise à l'occasion de récentes conférences de toute tendance. Même certains évêques reconnaissent que ces masses misérables menacent l'Amérique latine. Cependant, la puissance révolutionnaire des masses paysannes a été largement exagérée et notamment par des auteurs ou chefs extrémistes. Après l'expérience de Che Guevara en Bolivie, les uns et les autres semblent revenir à une analyse plus réaliste des forces paysannes en Amérique latine. Prêtes à la révolte contre leur condition misérable, elles ne manifestent pas pour autant une véritable volonté révolutionnaire.

## B. Forces nouvelles

1. Exploitations modernes. Par ailleurs le problème paysan est bien plus complexe. En effet, même dans l'agriculture, la modernisation intervient dans certains secteurs. Une nouvelle catégorie de dirigeants ou d'entrepreneurs agricoles commencent à se former, de même qu'il y a pénétration de certaines grandes entreprises étrangères, notamment américaines. A titre d'exemple, celles-ci se sont souvent substituées en Amérique centrale à certains grands propriétaires, en utilisant des moyens modernes qu'elles appliquent à de vastes exploitations.

2. Dirigeants et groupes économiques Parallèlement, on assiste à une large transformation des structures sociales avec en particulier l'apparition de nouvelles formes



d'économie moderne dans les centres urbains qui provoque une amélioration des conditions de vie mais aussi de nouvelles tensions en Amérique latine. A ce titre apparaissent des nouvelles catégories de dirigeants économiques, c'est - à - dire à la fois d'hommes d'affaires, d'entrepreneurs, d'industriels qui n'ont souvent pas les mêmes intérêts que les grands propriétaires terriens. Plusieurs traits de ces transformations sont à retenir: d'abord le développement des centres urbains de la civilisation urbaine en Amérique latine; ensuite, la croissance de la puissance des groupes économiques et de leurs organisations. Du fait même de la faiblesse des partis politiques et des dirigeants politiques, les groupes ou les organisations socio-économiques ont acquis un grand poids dans la vie politique en Amérique latine. Certaines chambres de commerce et d'industrie, des hommes d'affaires, des entrepreneurs et industriels ont acquis une capacité de pression considérable. Encore récemment, ce sont ces organisations notamment au Vénézuéla et au Pérou qui se sont opposées à la signature de ce traité créant un groupe andin pour préserver certains de leurs intérêts. Leur opposition n'a pas enrayé l'action gouvernementale mais l'a infléchi.

3. Classes moyennes En même temps la naissance d'une classe moyenne est un des résultats de cette transformation de la civilisation urbaine, classe moyenne qui s'introduit dans ce nouvel appareil de production et de services et qui est une force plutôt réformiste que révolutionnaire.

4. Travailleurs et prolétariat urbain Le nombre des travailleurs s'accroît et leurs organisations syndicales commencent à prendre corps, bien qu'elles soient encore souvent

mal structurées. A titre exceptionnel dans certains pays tels que l'Argentine, le Vénézuéla ou le Chili, des organisations syndicales puissantes ont été mises sur pied. Sauf exception, ce sont des forces réformistes, acceptant les cadres généraux de la société, mais cherchant à la transformer de l'intérieur par des moyens de lutte pacifique. C'est pourquoi, aussi bien Che Guevara que Fidel Castro fondaient davantage l'action révolutionnaire - du moins au début - sur les masses paysannes que sur les ouvriers de l'Amérique latine.

Il faut rappeler aussi le phénomène des migrations des paysans vers les centres urbains. Il y a une fuite des masses paysannes pauvres de l'intérieur du pays et leur concentration dans les centres urbains où elles forment de véritables ceintures de misère autour des villes latino-américaines, des zones de sous-prolétariat. C'est un nouvel élément révolutionnaire potentiel qui s'implante au centre même des activités économiques modernes, un facteur d'instabilité politique qui se conjugue avec celui des masses paysannes.

Ces diverses forces ne sont pas isolées, en fait, dans la plupart des pays de l'Amérique latine, il y a coexistence des forces que nous venons de passer en revue, forces modernes et forces traditionnelles.

5. Autres secteurs Outre ces forces bien connues, l'on ne peut pas passer sous silence les milieux universitaires et intellectuels ainsi que les milieux religieux en Amérique latine. Il n'est pas besoin d'insister sur le rôle de l'église en Argentine et sa contribution à la chute de Péron. C'est au moment où l'église s'est prononcée contre Péron que le

mouvement d'opposition s'est généralisé et "légitimé", que celui-ci a été obligé de quitter le pouvoir. Par ailleurs, l'importance des foyers universitaires en Amérique latine n'est plus à démontrer. Les universités latino-américaines sont politisées, pas seulement du fait de la participation des étudiants dans les conseils, mais aussi parce que les étudiants font directement de la politique et de l'agitation dans l'université. En effet, il suffit de rappeler le rôle des forces universitaires dans l'instauration du castrisme dans la chute de différentes dictatures, dont celle de Perez Jimenes au Vénézuéla en 1958. L'agitation est partie de ce noyau universitaire qui a servi de détonateur. Ce n'est pas une force suffisante, mais c'est une force qui déclenche souvent un processus qui peut ensuite se transformer en un véritable mouvement général en s'amplifiant.

Il nous reste à mentionner deux forces politiques: l'armée et les partis politiques

1. Forces armées, L'armée forgée par la lutte contre les Espagnols et ayant hérité certaines traditions espagnoles, va devenir un des rouages centraux de la vie politique en Amérique latine. En effet, pendant longtemps l'armée a été la seule force organisée dans ces pays. Les autres forces, tout en ayant souvent des intérêts communs et en agissant d'une manière convergente, ne possèdent pas d'organisation efficace à l'exemple de l'armée qui devient une "institution forte et stable" en Amérique latine. Elle sera d'autant mieux outillée qu'elle est contrainte de se moderniser: d'une part en fonction de la guerre d'indépendance, puis sous la pression de conflits frontaliers à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et début du 20<sup>e</sup> siècle;

ces guerres obligent les pays latino-américains à se doter d'une armée moderne. D'autre part, sous la pression de conflits intérieurs entre diverses forces ; ainsi l'armée joue souvent le rôle d'arbitre, de gardien de l'ordre et parfois même de facteur de transformation. Sauf deux exceptions que l'on peut mentionner, Uruguay et Costa Rica, deux pays où pratiquement l'armée n'a qu'un rôle effacé ou n'existe pas, dans tous les autres pays, elle occupe une position-clé.

Son rôle multiple varie selon les pays et selon les cas. Ainsi pendant une certaine période, et même aujourd'hui dans certains pays comme le Nicaragua ou le Paraguay, l'armée sera le soutien de l'oligarchie traditionnelle. Dans d'autres cas, l'armée permettra la pénétration de la classe moyenne dans les rouages du pouvoir. C'est ainsi que le péronisme a provoqué une transformation des couches dirigeantes par l'apport considérable des classes moyennes et des classes ouvrières qui ont eu de ce fait un accès au pouvoir. Outre sa contribution à l'élargissement des cadres de dirigeants politiques, l'armée manifeste parfois une certaine velléité de transformation ou de nassérisme, trait qui caractérise plus d'une armée latino-américaine à l'heure actuelle.

Quel que soit le rôle ou la position de l'armée, il est cependant certain que dans la plupart des pays de l'Amérique latine, on ne peut gouverner qu'avec son consentement. On gouverne avec l'armée, mais non pas contre elle. L'exemple même de Betencourt, du Pérou et d'autres pays le prouve. Le Président Betencourt arrivé au pouvoir au Vénézuéla en 1959 a été obligé de ménager deux forces en particulier:

d'une part les forces armées qui, puissantes, laissaient planer la menace voilée d'un coup d'état (des tentatives ont échoué renforçant les "loyalistes"); d'autre part des dirigeants économiques qui ont été pendant longtemps méfiants sinon hostiles à l'égard de l'Action démocratique.

Un fait demeure: les uns et les autres reconnaissent en Amérique latine l'importance de l'armée. Même les extrémistes de gauche l'admettent: une réflexion de Régis Debray a fait fortune et a été reprise par les dirigeants de la révolution cubaine et latino-américaine: Aujourd'hui, en Amérique latine, une ligne politique qui ne peut pas s'exprimer, sur le plan de ses effets, dans une ligne militaire cohérente et précise, ne peut pas être tenue pour révolutionnaire. Il y a là encore reconnaissance du fait militaire qui s'impose à tous: armée gardienne de l'ordre existant, mais aussi armée instrument de lutte contre cet ordre.

2. Partis politiques Les partis politiques dans les sociétés industrialisées sont des organisations qui remplissent le rôle de facteur de mobilisation des différentes forces et qui permettent à ces forces de participer, par leur intermédiaire, au pouvoir politique. D'où la vocation des partis politiques à prendre le pouvoir ou à le contrôler. En Amérique latine cette vocation est loin d'être toujours accomplie et le rôle des partis politiques y est souvent déformé. Tout d'abord il est déformé lorsque l'armée prend le pouvoir. Elle sort du rôle de serviteur du pouvoir civil qu'on lui attribue dans les démocraties occidentales, pour s'appropriier les leviers de commandement. C'est le cas notamment dans les exemples récents en Argentine ou au Brésil, où elle a pris le pouvoir

en évinçant les partis politiques. Un argument classique a été avancé pour justifier ces coups d'Etat militaires: les partis politiques trop divisés, trop impuissants pour gouverner, créent de ce fait une situation nécessitant l'intervention de l'armée. L'Amérique latine n'a pas cependant le monopole de ces coups d'Etat qui se multiplient en Afrique et qui ne sont pas absents même de certains pays de l'Europe orientale (tradition entre les deux guerres dans plusieurs pays balkaniques renouvelée en Grèce, et en Turquie antérieurement). Ailleurs, l'armée conserve un pouvoir de veto, elle exerce un contrôle et joue le rôle d'arbitre ou, dans les meilleures conditions, de gardienne de la constitution. Son pouvoir de veto consiste à consacrer ou à empêcher la venue au pouvoir de certains dirigeants ou partis politiques. Au Pérou, lorsque Haya de la Torre a remporté les élections il y a 6 ans, l'armée est intervenue pour annuler tout simplement les résultats, pour assumer le pouvoir momentanément et organiser, un an plus tard, de nouvelles élections. Celles-ci ont conduit au pouvoir de M. Belaunde Terry, architecte centriste, personne agréée par l'armée au début puis renversée avant l'expiration de son mandat présidentiel. Voilà un exemple d'intervention directe de l'armée dans le processus politique. Si l'armée ne prend pas toujours le pouvoir, elle le contrôle souvent et cherche à imposer ses solutions. Elle encadre en quelque sorte la vie politique en lui fixant des limites.

En dehors de l'armée, d'autres forces ont tendance en Amérique latine à prendre part directement à l'exercice du pouvoir. C'est ainsi que dans les différents gouvernements des juntes

(soit des gouvernements dits provisoires, soit des gouvernements de techniciens tels qu'en Argentine et au Brésil) participent des représentants des forces économiques. Bien que qualifiés souvent de techniciens et réformistes, ils représentent néanmoins certains intérêts économiques qui de ce fait occupent une position privilégiée. Cette participation au gouvernement fait partie des traditions latino-américaines. A ce titre, dans l'intégration des cinq pays de l'Amérique centrale et au niveau supérieur du Conseil des ministres de l'économie, on note la présence des représentants de divers intérêts. Ainsi, une intervention directe est souvent effectuée dans la prise de décision politique aux différents niveaux aussi bien national que régional. Ce n'est là qu'un des indicateurs de la puissance et de la capacité des groupes économiques. Cette propension à participer au pouvoir n'est pas due uniquement à la volonté des groupes économiques, mais aussi à la carence des partis politiques et des appareils gouvernementaux.

En principe, les partis politiques servent d'intermédiaire entre les représentants de différentes couches sociales et le pouvoir politique proprement dit. Si comme dans d'autres pays, les partis ont une vocation inter-classes, fort souvent il s'agit encore de partis de clientèle dont les origines et les habitudes remontent à la tradition des caudillos: la personnalité des chefs politiques marque la vie et la forme de ces partis. Rien d'étonnant à cela si l'on pense qu'en Suisse la personnalité des dirigeants conserve une grande importance et qu'il y a peu de partis politiques bien organisés en Suisse. Seulement, dans les conditions suisses, ce fait a beaucoup de conséquences négatives.

Cependant, dans certains pays latino-américains, notamment au Mexique, dans les jeunes démocraties, se manifeste une volonté d'organiser les masses paysannes, les masses ouvrières, aussi bien que les dirigeants économiques: volonté de mobilisation, de même que volonté d'encadrement. Il n'en reste pas moins que les partis politiques ne parviennent pas toujours à réaliser ces nouveaux objectifs qu'ils se sont proposés.

## II. Régimes politiques

La deuxième partie de cet exposé porte sur les régimes politiques. Sous l'angle de la forme uniquement, l'Amérique latine a adopté le régime présidentiel qui est une déformation du régime américain.

Mais sous les aspects communs, on distingue des contenus divergents et incompatibles. Depuis novembre 1966, pratiquement tous les pays latino-américains connaissent le régime présidentiel. En effet, à cette date l'Uruguay qui avait un système de gouvernement collégial calqué sur le modèle suisse est revenu au régime présidentiel. L'hélvétisation de l'Uruguay qui semblait en 1950 suffisamment avancée pour que le principe de la collégialité ne soit plus remis en question, a cédé devant la crise économique, le désordre administratif et le besoin d'une direction politique plus homogène et ferme. Les élections du 27 novembre 1966 ont été remportées par le parti "colorado" contre le parti "blanc" (528.069 suffrages contre 419.653). Le général Oscar Gestido a été élu à la présidence de la République. Ces élections marquent le retour au régime présidentiel



et un certain renforcement du bipartisme qui tendait à s'effriter dans cette démocratie traditionnelle de l'Amérique latine.

Quels sont les différents types du régime que l'on peut distinguer sous cette forme généralisée du régime présidentiel?

En procédant d'une manière schématique, on peut établir les distinctions suivantes: d'une part deux formes de démocratie: celles traditionnelles et celles encore jeunes et instables qui essayent de s'instaurer dans différents pays; et d'autre part deux types de dictature: la dictature traditionnelle elle aussi et la dictature "moderne", celle-ci pouvant prendre deux orientations, une plutôt technicienne d'où le terme de modernisation; et une autre forme extrémiste de mobilisation que l'on rencontre à Cuba.

#### A. Démocraties

##### 1. Démocraties traditionnelles

Les démocraties traditionnelles sont assez exceptionnelles en Amérique latine. On y trouve quelques exemples: le Mexique, le Chili, l'Uruguay et le Costa-Rica. Je les appelle traditionnelles parce qu'elles ont instauré leurs démocraties depuis déjà quelques décennies et que ces démocraties, exception fonctionnent assez bien. Ces trois cas se différencient selon le critère des partis.

##### a) Parti unique

Paradoxalement le Mexique est une démocratie à parti unique. En effet, le Parti révolutionnaire mexicain est un parti prédominant car à côté de lui il n'y a que quelques petits partis sans importance réelle. Mais au sein du parti révolutionnaire,

il existe deux grandes tendances, la tendance de droite et la tendance de gauche. Pour assurer l'équilibre entre ces deux tendances, chacune de ces ailes de gauche et de droite propose un candidat présidentiel avant les élections; c'est le président sortant qui choisit le candidat qui sera officiellement présenté par le parti unique. En 1964, le président Diaz Ordaz a été élu en obtenant 8,4 millions de voix contre 1 million à l'opposition. Ces résultats montrent l'importance du parti révolutionnaire et la prédominance qu'il exerce sur la vie politique.

#### b) Bipartisme

L'Uruguay vit formellement en système bipartite. Le bipartisme traditionnel en Uruguay repose sur deux formations, les colorados et les blancs, ceux-ci étant des conservateurs. Avec le temps ces deux partis se sont rapprochés: tant du point de vue de conception que sur le plan pratique, peu de différences subsistent; à l'intérieur même de ces partis, deux ailes se sont formées de gauche ou de droite. Les ailes des deux partis sont plus proches entre elles que ne l'est chacune d'elles par rapport à l'aile opposée appartenant au même parti. Dernièrement l'Uruguay a été en proie à une grande agitation des étudiants et universitaires, des syndicats d'ouvriers mais également des syndicats d'employés. Par surcroît l'Uruguay souffre de l'hypertrophie des services officiels. C'est le résultat surprenant de l'application du compromis helvétique dans un pays latino-américain: selon un principe admis par chaque partie, les nominations de fonctionnaires se font de part et d'autre selon la proportion des forces politiques du moment.

c) Multipartisme

Au Chili, il existe plusieurs partis: parti conservateur, parti radical, parti libéral, parti socialiste, démocrate-chrétien, (45% de votants en 1965), parti communiste ainsi que d'autres partis mineurs. Le Chili a tenté une expérience originale en Amérique latine avec la démocratie chrétienne de M. Frei qui souhaite construire une démocratie progressiste et réformiste. Il a proposé une troisième voie à l'Amérique latine, ni celle des démocraties traditionnelles ou des dictatures traditionnelles, ni celle des extrémistes cubains; en évitant les écueils de droite ou de gauche, il essaye d'ouvrir une nouvelle voie. En effet, le programme gouvernemental porte sur le thème de la réforme agraire et sur la chiléanisation du cuivre. Un des grands problèmes dans la plupart des pays de l'Amérique latine, est leur monoproduction; dans le cas du Chili le cuivre constitue l'essentiel, soit 60% de ses exportations et par conséquent une contribution considérable à l'économie du pays. La chiléanisation n'est pas une nationalisation, c'est la prise des parts majoritaires du gouvernement du Chili avec la participation de certaines compagnies nationales chiliennes dans la gestion des grandes compagnies américaines. Toutes les compagnies n'ont pas accepté cette formule, mais certaines se sont pliées, notamment la Brader Coppel Company qui a accepté de ne garder que 49% de sa participation dans cette affaire. Encore faut-il savoir si même avec 49%, elle ne saura imposer sa ligne grâce à sa capacité technique et à sa puissance financière. Il s'agit là effectivement d'une expérience que beaucoup de Latino-américains estiment comme susceptible d'ouvrir une nouvelle

voie. Signalons que parallèlement à cette politique de réforme, le Chili a une politique active sur le plan de l'intégration latino-américaine. Son Président est un des promoteurs du mouvement d'intégration qui, à son avis, pourrait compenser la faiblesse de différents pays.

## 2. Démocraties nouvelles

Enfin dans certains pays, des efforts sont entrepris pour établir des institutions démocratiques et en assurer le bon fonctionnement. Quels sont des exemples de ces nouvelles démocraties? Vénézuéla, Pérou où la démocratie vient de subir une nouvelle éclipse, Colombie. Par ailleurs, Saint Domingue et Guatemala sont dans une phase transitoire qui devrait les conduire à un régime démocratique. Une volonté se manifeste visant à stopper la tradition des régimes militaires et à y substituer de nouvelles formes démocratiques. Cependant, des forces récalcitrantes, voire hostiles continuent à faire planer leur menace sur ces tentatives: l'armée et la guérilla. Ces démocraties nouvelles demeurent encore fragiles comme viennent de le prouver les récents coups d'Etat militaires au Pérou et au Panama.

## B. Dictatures

### 1. Dictatures traditionnelles

Tout d'abord la dictature traditionnelle et militaire telle que nous la retrouvons au Paraguay avec Stroesser par exemple et d'autre part au Nicaragua avec la famille Somoza. Bien qu'ayant en principe la même forme, ces deux dictatures se distinguent par le degré de leur régime de force. Le Paraguay s'apparente à un régime tyrannique. Haiti peut être classé dans la même rubrique où la force est utilisée

- dirait-on - pour maintenir le pays dans un sous-développement aigu et primitif. Quant au Nicaragua, il semble perpétuer le système du paternalisme traditionnel qui, lui aussi, comme dans les exemples précédents, s'appuie sur la force armée.

Jusqu'à la mort de Trujillo, un régime politique similaire existait à Saint-Domingue qui a subi depuis des secousses et des transformations profondes. Cependant, il a conservé des vestiges du régime précédent sous forme de coexistence des forces militaires et des forces traditionnelles mais aussi réformistes. Ce type de dictatures traditionnelles tend à devenir un phénomène exceptionnel et isolé en Amérique latine.

## 2. Dictatures "modernes"

Malgré une poussée des régimes démocratiques autour des années 1965, il semble qu'il y a retour en Amérique latine vers de nouvelles formes de dictatures. Les coups d'Etat militaires au Brésil et en Argentine se réclament d'un régime réformiste. Au Brésil, lorsqu'en 1964 on a chassé Joao Goulart et d'autre part en Argentine, avec la prise de pouvoir par le général Onganía. Au Brésil, le communisme a servi de bouc émissaire, mais d'autre part la nouvelle équipe a mis l'accent sur la nécessité d'une gestion technique du pays. Depuis 1964, le nouveau régime issu du coup de force militaire glisse progressivement vers une dictature qui ne conserve que quelques ornements de la démocratie. Ce régime a maintenu le Congrès - tout en ayant cassé un certain nombre de mandats; il a fait élire en 1966 par ce Congrès, au lieu de recourir au suffrage universel, un nouveau président, le maréchal Costa e Silva; il a organisé les élections de

novembre 1966 que le parti gouvernemental a remportées à la faveur de nombreux bulletins nuls et de son succès dans l'intérieur qui vote "conformiste", malgré la victoire de l'opposition à Rio de Janeiro sous l'égide du grand absent Carlos Lacerda.

Le 13 décembre 1968, le Maréchal Costa e Silva a, en rejetant tout décor démocratique, exécuté un coup de force qui semble lui avoir été imposé par les militaires partisans de la "ligne dure". Par un acte institutionnel, "le gouvernement a mis le Congrès en vacances pour une durée illimitée, suspendu les garanties constitutionnelles et accordé les pleins pouvoirs au chef de l'Etat. Quatre ans après le coup d'Etat perpétré par les militaires au nom de la sauvegarde de la démocratie, la dictature militaire est parvenue à son apogée en rejetant toutes les formes démocratiques.

En Argentine, après une forte tension entre partis issus du radicalisme, les péronistes et l'armée, celle-ci renversa le gouvernement du Président Illia en juin 1966 et porta au pouvoir le général Onganía. Dès lors deux des trois grands pays de l'Amérique latine ont des gouvernements sous le contrôle de l'armée. A la différence des dictatures traditionnelles dont le Paraguay est un vestige, ces nouvelles tentatives se caractérisent par une volonté d'établir un régime de techniciens (technocratie) par opposition au régime des partis ou des politiciens. Elles témoignent d'un nationalisme jaloux et de velléités réformistes.

Ces nouveaux régimes ne laissent pas de peser sur la politique latino-américaine et singulièrement sur l'avenir de

l'intégration. Il est évident que la dictature dure ou technicienne qui régit les deux grandes puissances latino-américaines sur trois, ne laissera pas d'avoir des conséquences sur le mouvement d'intégration. En effet, l'Argentine et le Brésil s'annoncent comme forces-freins dans le développement de l'ALALC. De plus, leur poids renforce le Déséquilibre politique de l'association latino-américaine et écarte, du moins pour l'instant, toute possibilité d'union politique.

### 3. Dictatures extrémistes

Un troisième type de dictature, celle de l'extrême-gauche a été instauré à Cuba. Ce qui caractérise le régime cubain, outre sa doctrine et sa politique de nationalisation, c'est la volonté de pénétration sur le continent latino-américain.

En 1966, à la suite du congrès de la solidarité latino-américaine à la Havane, une organisation a été mise sur pied, qui a pour but de chercher à instaurer un régime similaire dans les autres pays de l'Amérique latine et à assister les mouvements révolutionnaires de libération dans ces différents pays. Ainsi s'est constitué un noyau d'organisation révolutionnaire à l'échelle latino-américaine, qui coordonne et soutient les divers mouvements de guérillas. Cependant en raison de problèmes économiques aigus, les dirigeants cubains semblent donner la priorité aux questions intérieures aux dépens de l'expansion extérieure.

### Conclusion

La première conclusion qui se dégage concerne l'esquisse de la typologie des régimes politiques; de toute évidence, la situation en Amérique latine est mouvante, les jeunes démo-

craties peuvent basculer dans un régime de dictature, de même que les dictatures peuvent évoluer vers des formes démocratiques ou les adopter à la suite d'un mouvement populaire. Comme la situation, la typologie est souple et variable.

Par ailleurs, sous une forme générale de régime présidentiel, les institutions ainsi que les forces politiques sont très diversifiées. Bien qu'en principe des forces semblables existent dans les pays latino-américains, leur poids respectif, les combinaisons auxquelles elles donnent lieu et partant le fonctionnement des mécanismes politiques varient d'un cas à l'autre.

De grandes tensions subsistent dans différentes régions de l'Amérique latine, tensions qui créent l'instabilité politique et qui suscitent souvent de nouvelles interventions des forces militaires ou leur servent de prétexte. L'armée conserve le rôle du contrôleur en Amérique latine.

D'autre part, il faut bien nous dire que cette diversité des régimes politiques est un des obstacles, pas le seul, à l'effort que poursuivent à l'heure actuelle certains pays de l'Amérique latine. En effet, on peut se poser la question de savoir si l'on peut parvenir à un degré plus poussé d'intégration économique lorsque les régimes politiques sont aussi différents. Pour l'heure, au plan de l'intégration, l'on écarte systématiquement les problèmes politiques pour ne mettre l'accent que sur l'aspect de l'intégration économique et technique aussi bien dans le cadre de l'Association de libre échange que dans celui de l'Amérique centrale. Dans cette région, la seule démocratie traditionnelle, Costa-Rica, flanquée de la



démocratie jeune et fragile au Guatemala, se trouve en face des régimes dictatoriaux ou militaires de différents types soit traditionnel soit à vellétés modernes comm à San Salvador. Ce problème fondamental de diversité des régimes politiques entre les différents pays appelés à collaborer, à s'intégrer, accentue encore l'instabilité politique en Amérique latine.

Un dernier point que je n'ai pas mentionné et qui conditionne largement la vie et l'avenir en Amérique latine: la dépendance à l'égard des Etats-Unis sur le plan politique, économique et militaire même. C'est sans conteste un fait politique fondamental qui marque aussi bien l'évolution économique de l'Amérique latine (aide des Etats-Unis, pénétration des entreprises américaines) que le développement politique (contrôle des Etats-Unis, collaboration entre le Pentagone et les armées latino-américaines).

En effet, les Etats-Unis continuent à exercer un contrôle sur la vie politique en Amérique latine en lui imposant certaines limites. A la suite de l'implantation du communisme à Cuba, le gouvernement américain paraît décidé à ne plus permettre un second Cuba. A ce titre, il est intervenu directement à Saint-Domingue en 1965 pour empêcher ce qu'il estimait être, à tort ou à raison, une menace communiste. Mais en dehors de ces cas extrêmes où les Etats-Unis assument le rôle de défenseur du continent contre le communisme, leur présence dans cette région semble répondre à trois objectifs: assurer la sécurité de leur approvisionnement en matières premières et leur position dominante sur ce marché, contribuer au développement économique et garantir le maintien de l'ordre et de la stabilité politique dans l'hémisphère. A ces

objectifs qui convergent vers la défense de la région contre la pénétration communiste, correspond toute une gamme de moyens: accords bilatéraux; aides et assistance bilatérales ou multilatérales (Alliance pour le progrès); reconnaissance de gouvernement et soutien accordé à certains régimes. En schématisant, la ligne politique du gouvernement américain qui a pratiqué au XIXe siècle et au début de ce siècle la politique du "grand bâton" à laquelle s'est substituée celle du "grand frère" depuis Franklin Roosevelt, peut être esquissée comme suit: la stratégie de la lutte contre le communisme consacrée par la deuxième conférence de la Punta del Este et fixant une limite extrême contient une série de choix: le gouvernement actuel tout en marquant sa préférence pour des régions modérées et démocratiques, tient avant tout au maintien de l'ordre.

Dans cet ordre d'idées, il est prêt à tolérer les dictatures traditionnelles et à reconnaître, malgré quelques hésitations, les dictatures nouvelles, même lorsqu'elles sont issues d'un coup de force militaire contre un régime démocratique. Cette politique implique la reconnaissance d'une situation réelle dans la mesure où elle ne trouble pas l'ordre continental.

Il est évident que la présence active des Etats-Unis - force extra-latino-américaine - est un des éléments de ce tableau des forces et des régimes politiques en Amérique latine. Je ne me reste qu'à exprimer l'espoir que ce tableau impressionniste brossé à grands traits ne trahit pas trop la réalité aussi riche que variable de l'Amérique latine.